

numéro

52

Pour nous
Suivre :InternetCitykomi

12 octobre 2026

Achats au moins-disant : une politique dangereuse pour l'emploi et notre industrie

La nouvelle politique du service des achats impose désormais aux acheteurs de consulter systématiquement un fournisseur chinois pour chaque produit, avec pour objectif affiché de « casser les prix ».

Cette orientation n'est pas une simple méthode de négociation commerciale. Elle constitue un choix stratégique qui menace directement nos fournisseurs européens et locaux, l'emploi industriel et, à terme, l'avenir de notre propre groupe.

Le moins-disant n'est pas une stratégie industrielle

Mettre en concurrence systématique les fournisseurs sur le seul critère du prix revient à ignorer les coûts réels de cette politique. Que deviennent les emplois, les compétences, les savoir-faire et les investissements réalisés depuis des années par nos partenaires industriels européens ?

Lorsqu'un fournisseur local perd un marché, ce ne sont pas seulement ses marges qui sont touchées. Ce sont des emplois supprimés, des apprentissages abandonnés, des ateliers fragilisés et des territoires entiers qui perdent leur activité. À force de tirer les prix vers le bas, on organise la disparition progressive de tout un tissu industriel.

Cette politique favorise une concurrence déloyale fondée sur des écarts de coûts sociaux, environnementaux et réglementaires. Elle pousse les fournisseurs à réduire leurs effectifs, à dégrader les conditions de travail et à renoncer à investir. Le résultat est connu : moins de qualité, moins de capacité industrielle et davantage de dépendance.

Une menace pour le modèle social

Derrière chaque produit importé au moindre coût, il y a une question essentielle : qui paie réellement la différence ?

Ce sont les salariés qui la paient par les suppressions d'emplois, la pression sur les salaires et la dégradation des conditions de travail. Ce sont les collectivités qui la paient par la baisse des recettes et l'augmentation du chômage. C'est la Sécurité sociale qui la paie lorsque les emplois industriels disparaissent. Et c'est notre modèle social tout entier qui est fragilisé lorsque la richesse produite ne finance plus durablement l'emploi et les cotisations dans nos territoires.

Le groupe VOLVO ne peut pas, d'un côté, demander aux salariés de défendre la compétitivité, la qualité et la réindustrialisation, et de l'autre, organiser la mise en concurrence permanente de nos propres fournisseurs.

Le groupe VOLVO ne peut pas, d'un côté, profiter des subventions publiques (France 2030, Choose France, CIR, etc...) et de l'autre, organiser la désindustrialisation de la France comme de l'Europe.

Une dépendance dangereuse pour le groupe

Cette stratégie peut donner l'illusion de réaliser des économies immédiates. Mais elle expose le groupe à des risques considérables : ruptures d'approvisionnement, dépendance à un nombre limité de pays, allongement des délais, problèmes de qualité, coûts logistiques et environnementaux, perte de savoir-faire et affaiblissement de notre capacité à innover.

Un groupe industriel qui ne maîtrise plus ses approvisionnements et qui abandonne progressivement son réseau de fournisseurs qualifiés devient vulnérable. En cas de crise géopolitique, de perturbation des transports ou de tension sur les marchés, les économies réalisées sur le papier peuvent se transformer en pertes majeures et en arrêts de production.

La véritable performance ne se mesure pas au prix d'achat immédiat. Elle se mesure à la qualité, à la fiabilité, à la sécurité des approvisionnements, à la maîtrise des compétences et à la capacité de produire durablement en Europe.

L'UGICT-CGT exige une autre politique

L'UGICT-CGT demande :

- La fin de l'obligation de consulter systématiquement un fournisseur chinois pour chaque produit ;
- L'intégration de critères sociaux, environnementaux, qualitatifs et de sécurité d'approvisionnement dans les décisions d'achat ;
- La priorité aux fournisseurs européens et locaux lorsque leur offre répond aux exigences du groupe ;
- Une analyse complète du coût global et non du seul prix d'achat ;
- La consultation des représentants du personnel sur les conséquences industrielles et sociales des décisions d'achats ;
- La mise en place d'une véritable stratégie de relocalisation et de développement des compétences.

L'industrie ne doit pas être gérée comme une simple plateforme d'achat. Elle repose sur des femmes et des hommes, des compétences, des emplois et des territoires.

En choisissant systématiquement le moins-disant, la direction ne prépare pas l'avenir : elle fragilise les autres pour finir par fragiliser le groupe lui-même.

Pour la défense de l'emploi, de notre outil industriel et de notre modèle social, l'UGICT-CGT refuse cette politique d'achats court-termiste.



Agissez en adhérant à l'UGICT-CGT
Contact : Org-Syndicale.cgt-Vx@renault-trucks.com
Si vous voulez ou ne voulez plus recevoir nos communications,
Merci de nous le faire savoir par email

